

Nouméa, le 19 octobre 2021

La crise diplomatique France – Australie et ses impacts

Alors que nous étions collectivement satisfaits d'un rapprochement constant entre l'Australie et la France qui semblait se renforcer inéluctablement avec le temps, nos heureuses considérations se sont commuées en désillusions avec la rupture du « contrat du siècle » concernant les sous-marins. Forcément, nous, calédoniens, qui plus est en pleine période référendaire, avons envie d'y croire et nous sentions concernés. Car bien au-delà du contrat commercial, nous y voyions, ce que la France y mettait, c'est-à-dire un pilier de l'axe Indo-Pacifique.

Un mois plus tard, et alors même qu'à NCT&I, nous nous posons la question de l'envoi d'une personne permanente en Australie, nous n'avons pas encore le fin mot de l'histoire, mais il est déjà permis de tirer quelques enseignements :

1 – L'Australie a manifestement fait évoluer ses choix stratégiques à l'aune de la situation dans le Pacifique :

- Ce pays a choisi de se doter de sous marins nucléaires et d'entrer dans le club fermé des utilisateurs de cette technologie.
- Il a aussi sans aucun doute choisi d'être un élément de la dissuasion contre la Chine et à terme de se doter des outils de la dissuasion vis-à-vis de la Chine. Il est fort à penser que les sous-marins soient la première décision, d'autres pourront potentiellement suivre : missiles, missiles balistiques, présence de bombardiers US sur son sol, ...
- Pour cela, l'Australie est sortie du multilatéralisme porté jadis et à l'époque de TRUMP par son Prime Minister, Monsieur TURNBULL et qui avait trouvé là une des raisons de son rapprochement avec la France. L'Australie fait l'analyse que ce multilatéralisme n'est plus adapté au cadre d'aujourd'hui et croit davantage à une logique bipolaire de guerre froide dans laquelle elle choisit son camp et son protecteur.
- Le Pays revient en réalité à ses alliances de toujours, considérant sans doute que les Etats Unis sont le meilleur protecteur pour la région.
- Enfin, sans le dire, le pays a sans doute renoncé à construire lui-même ses sous-marins. Il est évident que l'Australie a renoncé à une certaine souveraineté.
- Ce faisant, évidemment, l'Australie signifie à tout le monde qu'elle ne considère pas, dans le cadre nouveau, la France ou l'Europe comme un partenaire majeur de ses alliances pour la défense en tous les cas. C'est un fait. Car elle rend de facto nettement plus compliquée toutes ses discussions avec l'Europe sur tous les autres sujets.

2 – Cela signifie ou confirme clairement que la zone Pacifique et la Nouvelle-Calédonie avec, deviennent un théâtre de « guerre froide » et avec une forme de partage des zones d'influence entre Chine et USA. Tout le monde n'a pas le luxe de pouvoir choisir sa propre voie (PNG, Salomon, Vanuatu ...). Qu'en est-il des territoires français ou non ; se trouvent-ils dans la zone China ou AUKUS ? L'avenir le dira mais c'est assez fondamental.

3 – La France n'a pas été conviée à ce banquet là, elle en a même été savamment exclue. Par-delà le contrat commercial de NAVAL GROUP, c'est toute la stratégie indo-pacifique de la France qui pourrait se voir remise en question expliquant sans doute l'ire des autorités françaises, ce que les Australiens et Américains semblent avoir mal considéré.

4 – De ce fait, quel que soit le motif final que l'on connaîtra peut-être un jour (raté industriel, raté stratégique, peur de l'Australie préférant le bouclier américain, arrogance sourde française, trahison...), la forme, l'inélégance avec laquelle le revirement s'est opéré, relèvent plus d'une diplomatie de la dissimulation que d'une diplomatie d'alliés. Elle choque terriblement évidemment. **On peut dire que décidément la relation est compliquée avec les Australiens en termes d'affaires, de fiabilité, de culture.** Tout au moins avec l'administration Morisson.

Beaucoup d'entre nous, acteurs économiques, le pensions ou l'avons expérimenté dans nos relations avec les Australiens. C'est sans doute confirmé en version XXXL. En ce sens, il n'est pas certain que cet énième avatar contribue à solidifier la confiance entre ressortissants pour ce qui concerne les affaires. Il faut ajouter à cela, le coup de pic à glace donné par les USA à son allié français dont nous ne connaissons pas les ressorts mais qui est violent. Nous n'évoquerons pas ici le sujet anglais, plus simple à comprendre. La France tient une position dure concernant le Brexit.

5 – **Par-delà les affaires la question est : cela doit-il impacter la confiance en l'Australie comme allié ?** L'avenir proche le dira. Mais le rappel des Ambassadeurs et les termes employés par la diplomatie française tendent à laisser penser que tout cela a jeté un froid. Un froid avec l'administration Morisson plutôt qu'avec l'Australie qui reste un allié historique.

6 – **L'axe indopacifique français proclamé par le Président Macron aurait donc perdu de son contenu.** Ce désaveu signe-t-il la réalité de l'incapacité de la France à porter ce concept seule ? La France n'a visiblement pas entendu ou voulu entendre, compris, décrypté les messages et les évolutions de la position australienne. Elle n'a pas été en mesure de convaincre de sa pertinence en tant qu'alliée et de peser en face de l'alternative. Elle n'a pas donné à comprendre une position claire dans l'indopacifique et vis-à-vis de la Chine et des Etats-Unis.

7 – **L'Europe devient LE grand sujet désormais :** sur le marché des sous-marins l'Europe est partie divisée avec plusieurs offres. Les pays européens ont été concurrents jusque récemment. Nous disposons d'éléments qui montrent que la division a perduré au-delà de la signature du contrat. Peut-on se permettre ce luxe de la division dans le monde d'aujourd'hui ?

Concernant la présence dans le Pacifique, les politiques commerciales, les politiques de développement, le soutien au secteur économique, la position de NCT&I est de dire à nos interlocuteurs que l'Europe pourrait avoir une stratégie Indo Pacifique. L'Europe pourrait être susceptible de donner confiance, d'avoir la force, les moyens et l'échelle d'agir.

Aujourd'hui cette stratégie européenne n'existe pas clairement ; si elle est produite, nous l'analyserons avec attention ainsi que sa capacité réelle de déploiement.

POUR CONCLURE, QUE RESTE-T-IL DE CELA ?

Nous ne voyons pas beaucoup d'alternative dans les batailles du monde qui ont commencé.

Nous sommes le théâtre d'une nouvelle « guerre froide ». La France parviendra t-elle à emmener l'Europe sur une stratégie Indo-pacifique ?

Si oui, cette stratégie peut reposer entre autres sur la Nouvelle-Calédonie, dans ce que nous représentons en tant que puissance géographique avec nos infrastructures, nos ressortissants et entreprises françaises. C'est ce que nous appelons de nos vœux. L'Europe pourrait permettre à la France d'investir en la soulageant sur d'autres théâtres (car il est évident que la France ne peut seule adresser l'Afrique, le Moyen Orient et le Pacifique). Pour cela, il faudra que la France soit soutenue par l'Europe dans sa volonté d'autonomisation stratégique. Car nous payons aussi aujourd'hui « le positionnement de la 3^e voie ».

Il est dans l'intérêt de tous de sagement équilibrer les forces et de modérer les tensions. C'est une occasion pour nous de nous rapprocher de certains acteurs dans l'intérêt de la Calédonie. La Présidence de l'Europe par la France au premier semestre de 2022 donnera certainement le ton. Tous les signes que nous pourrions déceler d'ici là compteront. Car il y a encore beaucoup à parier qu'une partie de l'Europe choisisse l'alignement derrière les USA.

Alors nous direz-vous, quels enseignements pour notre cluster dans ce contexte ?

LA POSITION DE NCT&I

Avec l'humilité de que nous nous devons de garder vis-à-vis de ces grands enjeux économique-diplomatiques, Notre position, à ce stade, c'est évidemment d'essayer d'influer pour que la solution européenne prévale. Depuis des années, nous disons que nous, entreprises, sommes aussi un élément du soft power européen dans le Pacifique.

- A NCT&I nous avons fait des propositions précises à Paris en juin, pour faire vivre à notre niveau l'axe indopacifique, nous avons reçu un accueil et une écoute très polis. Nous n'avons pas eu de suite à ce stade. Nous allons prochainement relancer ces discussions.
- Il faudra de l'énergie, des moyens, de la cohérence. Nous sommes volontaires et prêts à en être partie prenante. Il nous paraît évident que la France et l'Europe doivent renforcer leurs ambitions et leurs actions par la mise en place de représentations efficaces dans toutes les instances dans lesquelles elles siègent dans le Pacifique avec une stratégie et des moyens cohérents. Les outils financiers de l'aide au développement doivent être accrus ou repensés, lisibles et avec une composante liée plus importante afin de permettre aux entreprises européennes et françaises du Pacifique d'étendre le soft power européen dans la zone.
- Les diplomaties européenne et française doivent probablement davantage s'appuyer sur les ressortissants européens de la zone, que nous sommes entre autres.
- Nous avons sollicité un rdv avec Monsieur le Ministre des Outre-Mer lors de sa venue comme avec Monsieur le Haut-Commissaire afin d'échanger sur ces sujets et sur l'organisation potentielle d'une conférence sur l'indopacifique et sur la place des entreprises calédoniennes.

« La réponse de Monsieur Lecornu lors de l'échange avec les acteurs économiques confirme que la stratégie Indo Pacifique constitue un changement de paradigme dans la stratégie diplomatique française. Après l'axe France Afrique et l'axe Est Ouest, avec ce nouvel axe Indo Pacifique la France annonce qu'elle souhaite repositionner sa stratégie diplomatique sur le Nord du Pacifique. C'est une stratégie de non-alignement qui s'inscrit en droite ligne avec la stratégie gaulliste : porter une position d'équilibre entre la Chine et les Etats Unis : Cela rend parfois la France un peu seule, surtout quand la position n'est pas portée avec ardeur par l'Europe. Oui cela a parfois mis la France en difficulté.

Cela permet à la France de faire des choses atypiques, cela nous permet de rester agiles et habiles dans un contexte diplomatique international particulièrement tendu. (cf. campagne du SNA Emeraude en mer de Chine). Nous avons ainsi pu faire des opérations militaires dans des zones d'intérêt chinoises, ce que les américains ne savent pas faire.

Cela nous oblige à redéployer nos moyens militaires et diplomatiques dans le Pacifique. La manœuvre est complexe, mais nous pensons que si c'est dur c'est que c'est la bonne stratégie, celle qui ne laissera pas libre court aux Etats Unis et à la Chine.

Le changement de position de l'Australie qui dénonce un contrat et qui s'équipe de sous-marins nucléaires qu'elle ne construira pas par elle-même, c'est le signe d'un risque et d'une nouvelle agressivité de l'Australie par rapport à la Chine. C'est aussi le signe d'une perte de souveraineté annoncée de l'Australie au profit du renforcement de ses défenses contre l'agressivité de la Chine. »

- Nous allons nous rapprocher des instances européennes. Nous lirons avec attention la stratégie indopacifique.
- Nous allons nous rapprocher également du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de ses instances compétentes pour anticiper au mieux les éventuelles futures mesures prises dans la région dans ce nouveau contexte.
- Nous allons accentuer notre surveillance des intérêts calédoniens dans la région afin de mesurer au mieux les impacts de cette nouvelle donne autour de nous et assister au mieux nos adhérents si besoin.
- A NCT&I, historiquement, nous peinons à créer une relation avec les Australiens. La relation avec l'Australie est toujours excellente quand il s'agit de trouver des australiens ou des produits australiens pour venir en Nouvelle-Calédonie. L'inverse n'a presque jamais produit le moindre résultat. A ce stade, la position du cluster est d'appeler les autorités à geler totalement le projet de réduction des droits de douanes à l'entrée des produits australiens sur le territoire. La question des contreparties, d'une façon générale doit être la pierre angulaire, selon nous, des discussions avec l'Australie dans chaque domaine. Les droits de douane sont un outil de diplomatie et ne relève que peu de la fiscalité.
- De la même manière, concernant l'installation de notre prochain représentant à l'étranger, nous devons bien sur nous reposer la question de la pertinence de choisir l'Australie comme terre d'accueil. Nous questionnerons cela dans les prochaines semaines dans une discussion globale incluant les choix Néo-Zélandais, Européens et Asiatiques.
- Nous vous tiendrons, comme à notre habitude, informés des avancées. Tous vos commentaires sont bienvenus.

Le Conseil d'Administration NCT&I